

Unité départementale de la Côte-d'Or  
DREAL  
21 bd Voltaire  
21079 Dijon

Dijon, le 12/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)**

ZI Rue de l'Europe  
BP 80236  
57370 Phalsbourg

Références : -  
Code AIOT : 0005402438

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2025 dans l'établissement FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC) implanté ZAE de Boulouze 21110 Fauverney. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)
- ZAE de Boulouze 21110 Fauverney
- Code AIOT : 0005402438

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

FM Logistic France possède 30 plates-formes en France, dont une à Fauvernay.  
La société est en activité depuis 53 ans. Le site est un entrepôt logistique.

#### Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3	Demande d'action corrective	5 jours
6	Fiche d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
7	Marque de contrôle	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique 1185	Code de l'environnement du 22/10/2018, article /	Sans objet
3	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Sans objet
4	Fuite	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79	Sans objet
5	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-79	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a montré que l'établissement dispose d'un registre exhaustif des équipements contenant des fluides frigorigènes. Les contrôles d'étanchéité sont réalisés avec la fréquence imposée par la réglementation.

En revanche, les informations figurant sur les fiches d'intervention et les vignettes ne sont pas cohérentes.

L'exploitant doit exercer un meilleur suivi de son prestataire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rubrique 1185

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/10/2018, article /
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Décret créant la rubrique 1185 :Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p> <p>b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)</p> <p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p>
<b>Constats :</b>  <p>D'après l'arrêté préfectoral complémentaire n° 786 du 6 mai 2024, le site est soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 1185.2a, la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p> <p>Selon le tableau des fluides transmis par l'exploitant par mail en date du 4 septembre 2025, la somme des quantités susceptibles d'être présentes dans les équipements frigorifiques et climatiques de plus de 2 kg s'élève à 85,47 kg. Le fluide est utilisé dans l'installation est de type HFC ( R32, R407c et R410).</p> <p>Cette quantité n'atteint pas le seuil de déclaration avec contrôle mentionné dans l'APC. Cependant, l'exploitant a indiqué lors de l'inspection souhaiter conserver la possibilité d'ajouter des groupes froids en cas de besoin et, par conséquent, ne pas modifier son classement. En effet,</p>

un projet d'installation d'une chambre froide est annoncé par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Identification et connaissance des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>Article 3.3 : État des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que la quantité et le type de fluide présents étaient bien affichés pour l'ensemble équipements frigorifiques et climatiques de plus de 2 kg :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• X1900ARBR407C : 5,6 kg de R407C</li> <li>• 30 RB-070R-037 : 4,87 kg de R32</li> <li>• PAC ULTI+R32 15705-01 : 25 kg de R32</li> <li>• PAC ULTI+R32 15705-02 : 25 kg de R32</li> <li>• PAC ULTI+R32 15705-03 : 25 kg de R32</li> </ul> <p>L'exploitant dispose d'une liste des équipements datant du mois d'août. Cet inventaire précise, pour chaque appareil, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la nature du gaz,</li> <li>• le type de machine,</li> <li>• l'utilisation,</li> <li>• l'équivalent en tonnes de CO<sub>2</sub>,</li> <li>• l'emplacement d'appareils.</li> </ul> <p><b>Observation 1</b></p> <p>Le type de rooftop renseigné dans le fichier transmis à l'inspection est erroné pour deux appareils : 15705-02 et 15705-03.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

Il a été demandé à l'exploitant de corriger le type des appareils mentionnés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 5 jours

**N° 3 : Contrôles périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement.

La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er est précisée dans le tableau suivant :

CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT	PÉRIODE DES CONTRÔLES  en l'absence de système permanent de détection de fuite  répondant aux exigences  du I. et II. de l'article 3	PÉRIODE DES CONTRÔLES  si un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences  du I. et II. de l'article 3 est installé
HCFC	2 kg ≤ charge < 30 kg	12 mois	12 mois
HCFC	30 kg ≤ charge < 300 kg	6 mois	6 mois
HCFC	300 kg ≤ charge	3 mois	3 mois
HFC, PFC	5 t. éq. CO <sub>2</sub> ≤ charge < 50 t. éq. CO <sub>2</sub>	12 mois	24 mois

HFC, PFC	50 t. éq. CO <sub>2</sub> ≤ charge < 500 t. éq. CO <sub>2</sub>	6 mois	12 mois
HFC, PFC	500 t. éq. CO <sub>2</sub> ≤ charge Équipement mobile	3 mois	6 mois
HFC, PFC	500 t. éq. CO <sub>2</sub> ≤ charge Équipement fixe		6 mois
HFC, PFC	500 t. éq. CO <sub>2</sub> ≤ charge Équipement fixe répondant à l'exception prévue au III de l'article 3	3 mois	

#### Constats :

Conformément aux dispositions réglementaires applicables, l'exploitant a défini la périodicité de contrôle de ses équipements soumis au seuil réglementaire de 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (l'ensemble des gaz utilisés appartient à la famille des HFC).

La fréquence de contrôle des appareils suivants :

- X1900ARBR407C : 5,6 kg de R407C,
- PAC ULTI+R32 15705-01 : 25 kg de R32,
- PAC ULTI+R32 15705-02 : 25 kg de R32,
- PAC ULTI+R32 15705-03 : 25 kg de R32,

est fixée par l'exploitant à 12 mois. En effet, pour chacun de ces appareils, la charge équivalente en tonnes de CO<sub>2</sub> ne dépasse pas 17 tonnes.

Selon les fiches d'intervention présentées lors de l'inspection, les contrôles sont réalisés à une fréquence annuelle, ce qui est conforme aux exigences réglementaires applicables aux équipements dépourvus de système de détection de fuites.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Fuite

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

<p>Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'Etat dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après les déclarations de l'exploitant, aucune fuite n'a été relevée sur les appareils. En outre, aucun équipement détenu ne contient une charge supérieure à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> en HFC ou PFC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Mise en service d'un équipement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-79</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des fuites</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO<sub>2</sub> au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'Inspection a vérifié les trois CERFA relatifs aux équipements de plus de 2 kg de gaz à effet de serre fluorés, mis en service après décembre 2015. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PAC ULTI+R32 15705-01 : 25 kg de R32</li> <li>• PAC ULTI+R32 15705-02 : 25 kg de R32</li> <li>• PAC ULTI+R32 15705-03 : 25 kg de R32</li> <li>• tous mis en service en 2021.</li> </ul> <p>Les trois CERFA datés du 30/06/2021, retraçant les contrôles d'étanchéité réalisés lors de la mise en service de ces équipements par la société disposant d'une attestation de capacité n° 637, n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Fiche d'intervention**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes</p>



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée.</p> <p>Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fiches d'intervention l'opérateur de contrôle disposant d'une attestation de capacité n° 1986, concernant les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PAC ULTI+R32 15705-01 : 25 kg de R32</li> <li>• PAC ULTI+R32 15705-02 : 25 kg de R32</li> <li>• PAC ULTI+R32 15705-03 : 25 kg de R32</li> </ul> <p>ont été vues en inspection.</p> <p><b>Non-conformité 1 :</b></p> <p>Aucune de ces fiches n'est signée par l'exploitant (détenteur).</p> <p><b>Non-conformité 2 :</b></p> <p>Les fiches relatives aux appareils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PAC ULTI+R32 15705-02 : 25 kg de R32</li> <li>• PAC ULTI+R32 15705-03 : 25 kg de R32</li> </ul> <p>ne sont pas correctement remplies. Les manquements relevés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pas d'indication de la présence de détection de fuites,</li> <li>• fréquence des contrôles d'étanchéité indiquée à 24 mois.</li> </ul> <p>Ces informations ne correspondent pas à celles figurant sur les vignettes bleues collées sur les appareils, lesquelles mentionnent une fréquence correcte d'un an.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit vérifier et signer les fiches d'intervention de son prestataire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

<p><b>N° 7 : Marque de contrôle</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes</p>

**Prescription contrôlée :**

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

**Constats :**

Les équipements vus lors de l'inspection sont bien pourvus de la marque du contrôle d'étanchéité.

**Non-conformité 3 :**

L'appareil X1900ARBR407C (5,6 kg de R407C, climatisation de la salle informatique) est muni d'une vignette indiquant une validité allant jusqu'à juillet 2025. La date de validité semblait donc dépassée.

Cependant, lors de l'inspection, la fiche d'intervention de l'opérateur de contrôle disposant d'une attestation de capacité n° 1986, a révélé que le contrôle d'étanchéité de l'appareil avait bien été réalisé avec succès en juillet 2025.

La vignette apposée apparaît donc erronée. Elle devrait mentionner une validité jusqu'à juillet 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'assurer de la bonne exécution des contrôles réalisés par son prestataire, et notamment veiller à ce que les informations figurant sur les fiches d'intervention soient cohérentes avec l'affichage des vignettes apposées sur les équipements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois